

sur l'Indochine après le mouvement des dockers. Le mouvement de la Paix se fait principalement le défenseur de la diplomatie soviétique. Il n'est qu'à voir les thèmes de ses principales campagnes :

— le 19 mars 1950, le Comité Mondial des Partisans de la Paix lance un appel pour l'interdiction de la bombe atomique. C'est le principal mot d'ordre de la manifestation du 1^{er} mai 1950. Tous les efforts des militants sont orientés vers la création de Comité de la Paix ayant pour tâche de récolter des signatures. Le refus d'organiser des mobilisations contre la guerre apparaît clairement au moment du « désastre » de Cao-Bang. L'ampleur de la défaite pour le corps expéditionnaire est minimisée à l'extrême dans les colonnes de *L'Humanité*. Jamais le mot de victoire pour le Vietnam n'apparaît. Les communiqués des agences de presse sont reproduits sans commentaire la plupart du temps, alors que la défaite du corps expéditionnaire fait la Une, des grands journaux comme *France-Soir*, *Paris-Presse*, *Le Figaro*, *Le Monde*, et est l'objet de nombreux commentaires.

— l'année 1951 est placée sous le signe de la lutte contre le réarmement allemand. « La lutte contre le réarmement allemand est, sans conteste, le problème essentiel du combat général pour la paix » (comité central de février 1951). C'est le principal thème de la manifestation du 12 février 1951. Le parti communiste français se veut très unitaire et offre à tous les patriotes de s'associer à cette campagne. Il fait bien remarquer à ses militants « qu'aucune tâche n'est plus essentielle et plus urgente, dans la période actuelle que leur participation active à la campagne nationale de signatures contre le réarmement allemand » (Comité central de février 1951) Marty, lors de ce même Comité central intervient sur la nécessité de placer dans les tâches de l'heure, la lutte contre la « sale guerre ». Ses propositions ne sont pas suivies.

— Une autre campagne est organisée au même moment, en mars-avril 1951 : celle pour la conclusion d'un pacte de paix entre les Cinq Grands, conformément aux propositions des diplomates soviétiques. La campagne électorale de juin 1951 se fait sur un programme dont les points principaux sont, dans l'ordre, les suivants :

- pour le pacte entre les Cinq Grands ;
- pour la dénonciation des accords aliénant l'indépendance nationale ;
- pour le départ des troupes U.S. ;
- pour le vote d'une loi interdisant la propagande de guerre et la bombe atomique ;
- pour un traité de paix avec l'Allemagne démilitarisée, unifiée, démocratique et pacifique ;
- pour une paix immédiate au Vietnam, le rapatriement du corps expéditionnaire.

Cependant, André Marty continue à expliquer au Comité central du 7 septembre 1951 que les possibilités existent pour impulser une grande campagne contre la guerre d'Indochine. Selon lui, le parti communiste français doit rester fidèle à l'esprit d'internationalisme prolétarien ; il estime que, pour faire reculer le Gouvernement, il faut continuer l'action des dockers, mais leur lutte, pour être efficace, doit être appuyée par la population. Il semble qu'encore une fois, Marty n'ait pas été écouté.

— En février 1952 le parti communiste français lors d'un comité central, adopte une ligne politique beaucoup plus dure. D'après lui, « le socialisme est à l'ordre du jour dans le monde entier pour un proche avenir. Le régime capitaliste en difficulté, ne peut supporter le maintien de la paix et se refuse à une confrontation pacifique des deux systèmes car l'exemple du camp socialiste ne peut que faire apparaître la supériorité de ce dernier ». Du fait de ces difficultés, il y a possibilité en France de faire échec à « la menace aiguë de la guerre et la menace sérieuse du fascisme » et d'imposer un changement de politique avec les perspectives de « la lutte pour le socialisme à l'ordre du jour ». Dans ce contexte, la lutte pour la paix reste « la question décisive ». Il faut liquider le « retard inadmissible dans les actions de masse concrètes contre la guerre, contre l'occupation américaine, contre le transport et la fabrication du matériel de guerre ». L'objectif principal est la lutte directe contre l'impérialisme américain : il se concrétise lors des manifestations de mai 1952 contre la venue du Général Ridgway. La deuxième tâche énoncée lors de ce comité central de février 1952 est la lutte contre la guerre du Vietnam. Le comité central remarque la faiblesse de cette lutte : Billoux explique que si l'on tient compte de la « protestation presque unanime » que cette guerre suscite », il « est possible d'engager une action victorieuse pour sa cessation immédiate... L'action des dockers doit devenir une affaire des masses les plus larges ». Cependant, malgré ces belles paroles, Léon Feix reconnaît, dès juin 1952, que le courant grandissant d'hostilité à la sale guerre ne se manifeste pas avec la vigueur nécessaire : « les actions pratiques de masse sont aujourd'hui inférieures à ce qu'elles étaient en 1949 et 1950 ». Il explique ce retard par l'insuffisance d'explications sur le contenu de la sale guerre, par la tendance à oublier qu'il existe une guerre au Vietnam.

Quoi qu'il en soit, entre les idées énoncées et la pratique, il y a une marge que le parti communiste ne franchit pas. D'ailleurs, après l'échec des manifestations contre Ridgway le parti communiste français, isolé, adopte une politique beaucoup plus modérée. Commence alors la période du « front national Uni » où le parti communiste français appelle tous « les bons français » à s'unir « sans distinction d'opinion politique, de croyance religieuse, de situation sociale » pour la paix, contre la remilitarisation de l'Allemagne, pour l'indépendance nationale. Alors que le Vietnam et le Pathet Lao à partir d'octobre 1952 jusqu'à juillet 1954 sans discontinuer lancent une vaste offensive et étendent leur contrôle au Vietnam et au Laos, le parti communiste français se contente de faire des articles assez détaillés dans *L'Humanité* sur la situation au Vietnam. Tous ses efforts militants portent en 1953 sur la lutte contre la ratification des accords sur